



Les USA hors d'eux alors que le monde salue l'émission des mandats d'arrêt contre Gallant et Netanyahu

Les USA et Israël assurent conjuguer des ripostes anti-CPI et les leaders palestiniens parlent d' "étape limitée & symbolique" si la décision n'est pas soutenue par les 124 signataires du Statut de Rome.

Par [The Cradle](#)

Mondialisation.ca, 22 novembre 2024

[The Cradle](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La Maison Blanche "[rejette fondamentalement](#)" la décision de la Cour pénale internationale (CPI), le 21 novembre, de lancer des [mandats d'arrêt](#) contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant.

"Nous sommes profondément préoccupés par la précipitation avec laquelle le procureur a requis des mandats d'arrêt, et par les erreurs de procédure troublantes qui ont conduit à cette décision. Les États-Unis ont clairement indiqué que la CPI n'est pas compétente en la matière. En coordination avec nos partenaires, y compris Israël, nous examinons les prochaines étapes",

a déclaré à la presse un porte-parole du Conseil de sécurité nationale.

Quelques heures après la décision, le département d'État a annulé son point de presse quotidien.

Les dirigeants de l'opposition américaine ont également fustigé la décision, le sénateur et proche de Donald Trump Lindsey Graham qualifiant la CPI de "*plaisanterie dangereuse*". "*Il est maintenant temps pour le Sénat américain d'agir et de sanctionner cet organe irresponsable*", a souligné M. Graham.

De même, le sénateur républicain Tom Cotton a invoqué la loi de 2002 sur la protection des membres des services américains, également connue sous le nom de "*Loi sur l'invasion de La Haye*", qui autorise le recours à la force militaire pour libérer tout citoyen américain ou citoyen d'un pays allié des États-Unis arrêté à La Haye.

"La CPI est un tribunal fantoche et Karim Khan est un fanatique dérangé", a écrit M. Cotton sur les réseaux sociaux.

Les 124 États membres de la CPI sont désormais tenus d'arrêter Netanyahu et Gallant s'ils pénètrent sur leur territoire. Les États-Unis, qui ne sont pas membres de la CPI, ont déjà accueilli favorablement les mandats d'arrêt de la CPI à l'encontre de Vladimir Poutine et

d'autres responsables russes.

"[C'est] une étape importante vers la justice et peut conduire à des réparations pour les victimes en général, mais elle reste limitée et symbolique si elle n'est pas soutenue par tous les pays du monde et par tous les moyens",

a [déclaré](#) Basem Naim, membre du bureau politique du Hamas, dans un [communiqué](#). Le Jihad islamique palestinien (PIJ) a également salué la décision, mais l'a qualifiée de mesure "tardive".

En Israël, les responsables du gouvernement et de l'opposition ont principalement mis la décision sur le compte de l'"antisémitisme" de la CPI.

Alors que Washington prépare sa prochaine manœuvre pour [assister](#) le génocide israélien des Palestiniens de Gaza, les autorités à Londres ont déclaré qu'elles

"respectent l'indépendance de la Cour pénale internationale, qui est la principale institution internationale chargée d'enquêter et de poursuivre les crimes les plus graves de portée internationale".

"Ce gouvernement a été clair sur le droit d'Israël à se défendre, conformément au droit international",

souligne le communiqué de Londres, ajoutant qu'il n'y a "pas d'équivalence morale" entre les autorités israéliennes et les chefs de la résistance palestinienne et libanaise.

Des réponses similaires ont afflué jeudi de la part d'une majorité de pays occidentaux, dont la plupart ont évité de répondre à la question de savoir s'ils appliqueraient la décision de la CPI et arrêteraient les dirigeants israéliens recherchés.

La France a qualifié l'exécution des mandats de "juridiquement complexe", tandis que l'Italie a déclaré qu'elle "évaluerait avec ses alliés ce qu'il convient de faire et comment interpréter cette décision". Les Pays-Bas, où siège la CPI, ont adopté une [approche](#) plus [directe](#) et réaffirmé l'engagement d'Amsterdam à appliquer les décisions de la CPI.

De même, le Premier ministre irlandais Simon Harris a déclaré que l'émission des mandats constitue "une étape extrêmement importante", ajoutant que toute personne en mesure d'aider la CPI à mener à bien sa mission cruciale doit le faire "de toute urgence".

Plus tôt dans la journée de jeudi, le chef de la politique étrangère de l'Union européenne a déclaré que la décision de la CPI est

"contraignante et que tous les États parties à la CPI, y compris tous les membres de l'Union européenne, sont tenus de mettre en œuvre cette décision de la Cour".

Dans les pays du Sud, la décision de la CPI a été largement saluée comme un "pas vers la justice" pour les victimes de la guerre israélo-américaine.

“L’Afrique du Sud réaffirme son engagement envers le droit international et exhorte tous les États parties à agir conformément à leurs obligations dans le cadre du Statut de Rome”,

peut-on lire dans un communiqué de Pretoria, qui mène également une action contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ).

“Nous appelons la communauté mondiale à faire respecter l’État de droit et à veiller à ce que les auteurs de violations des droits de l’homme rendent compte de leurs actes”, ajoute le communiqué.

“*Netanyahu est [coupable de] génocide*”, a déclaré le président colombien Gustavo Petro via les réseaux sociaux.

“Si M. Biden ignore cette décision, il ne fera que mener le monde vers la barbarie. L’Europe occidentale doit retrouver son indépendance sur la scène politique internationale et agir conformément à la décision de la Cour”.

Alors que les nations continuent de réagir à cette décision historique, le ministre des Affaires étrangères israélien, Gideon Saar, a annoncé en fin de journée qu’il a chargé ses ambassadeurs “*d’agir contre les pays du monde*” qui choisissent d’honorer la “*décision scandaleuse de la CPI*”.

Le procureur général de la CPI, Karim Khan, a exhorté jeudi les 124 États membres à donner suite aux mandats d’arrêt délivrés contre Netanyahu, Gallant et le chef des Brigades Qassam, Mohammed Deif, qui aurait été tué plus tôt cette année à Gaza.

“Sur la base des preuves présentées par mon bureau, les juges ont confirmé qu’il existe des motifs suffisants de croire que des crimes relevant du Statut de Rome ont été commis”,

a déclaré M. Khan dans un communiqué. Il a également appelé les pays qui ne sont pas membres de la CPI à collaborer pour “*faire respecter le droit international*”.

Article original en anglais : [US fumes at ICC warrants for Israeli leaders as world welcomes ‘step toward justice’](#), The Cradle, le 21 novembre 2024.

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)

Copyright © [The Cradle](#), [The Cradle](#), 2024

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca